

SUR UNE COLONNE QUI MANQUE ? LA PARITÉ, UN DÉFI À RELEVER EN RD CONGO

« L'Afrique abrite certaines des économies les plus dynamiques du monde et offre une frontière passionnante pour les entreprises à la recherche de croissance et de nouveaux marchés. Pourtant, malgré tout le dynamisme de l'Afrique, les femmes ne participent pas équitablement à son cheminement vers la prospérité. Les progrès vers l'égalité des sexes sont au point mort, et les femmes africaines sont à la traîne de leurs sœurs de la plupart des autres régions dans la plupart des domaines de la vie. Le moment est venu de redoubler d'efforts pour faire entrer les femmes dans l'avenir prometteur de l'Afrique. Sinon, l'Afrique n'atteindra pas son plein potentiel. »¹

**Alain NZADI-
A-NZADI, S.J.**
Chercheur en
littératures
francophones.
Directeur du CEPAS
et Rédacteur en Chef
de *Congo-Afrique*.
nzadialain@
gmail.com

Lorsque l'on observe le paysage politique congolais, l'on ne peut pas s'empêcher de constater combien faible est la participation de la femme dans les institutions de l'État.

Pourtant, la Constitution de la RD Congo et plusieurs autres lois du pays exigent d'accorder un rôle non négligeable à la femme, notamment à travers une présence équitable dans les institutions du pays. À ce sujet, l'article 14 est clair : « Les pouvoirs publics veillent à l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard de la femme et assurent la protection et la promotion de ses droits. Ils prennent, dans tous les domaines, notamment dans les domaines civil, politique, économique, social et culturel, toutes les mesures appropriées pour assurer le total épanouissement et la pleine participation de la femme au développement de la nation. Ils prennent des mesures pour lutter contre toute forme de violences faites à la femme dans la vie publique et dans la vie privée. La femme a droit à une représentation équitable au sein des institutions

1 McKinsey Global Institute, *The Power of Parity. Advancing Women's Equality in Africa*, November 2019, p. ii (Preface). Traduction libre de : "Africa is home to some of the world's fastest-growing economies and offers an exciting frontier for businesses looking for growth and new markets. The continent has a young, rapidly expanding population, a boon in an aging world. This generation is increasingly urban and technologically savvy. Yet for all of Africa's dynamism, women do not share equally in its journey towards prosperity. Progress towards gender equality has stalled, and Africa's women lag behind their sisters in most other regions in most areas of their life. The time has come to step up efforts to bring women into Africa's promising future. Otherwise, Africa will not reach its full potential."

nationales, provinciales et locales. L'État garantit la mise en œuvre de la parité homme-femme dans lesdites institutions. »²

Mais, que constate-t-on sur le terrain ? La faible représentativité des femmes dans les institutions du pays fait penser à une nation qui préfère boiter plutôt que d'utiliser toutes les ressources à sa disposition pour garantir son développement. Comme s'emploie à le démontrer Noël Obotela dans sa réflexion sur la « débrouillardise » pour atteindre le « taux du jour » à Kinshasa et ailleurs dans les villes de la RD Congo, la femme joue un rôle exceptionnel dans la stabilité des ménages, par exemple, pour permettre de nouer les deux bouts du mois. Cependant, comment comprendre qu'elle soit quasiment absente des institutions et des instances de prise de décisions du pays ?

En effet, les statistiques sur la présence de la femme dans les institutions publiques du pays montrent que l'horizon de la parité en RD Congo est encore loin ; le défi à relever reste tout entier. En guise d'illustration, le Gouvernement Ilunkamba ne compte que 17% de femmes contre 83% d'hommes. Les deux chambres du Parlement congolais, quant à elles, ne font pas exception. Car, malgré la présence d'une femme à la tête de l'Assemblée nationale, celle-ci ne compte qu'un peu plus de 10% de femmes contre près de 90% d'hommes. Le sénat, avec un peu moins de 20% de femmes contre plus de 80% d'hommes, fait à peine mieux. Pour tout dire, il y a encore du chemin à parcourir pour atteindre l'horizon de la parité qui ne fait que s'éloigner au jour le jour.

Tous ces chiffres interpellent. Est-ce par manque d'intérêt à la politique que les femmes sont si peu nombreuses dans ces instances de prise de décisions ? Ou bien les règles sont-elles établies de telle manière que les hommes se taillent « naturellement » la part du lion dans ces institutions ? Au regard du paysage presque patriarcal des partis politiques dans notre pays, l'on ne peut guère s'étonner que la récolte soit si maigre en matière de présence féminine dans les hémicycles et dans le Gouvernement³. Certes, des progrès ont été réalisés par rapport à la législature précédente en RD Congo⁴ ; mais ils restent encore timides.

Pourtant, la RD Congo ne peut pas affronter les défis du sous-développement sur une colonne qui manque, en se privant (par ignorance ?) d'une partie de sa main d'œuvre et de son intelligentsia ; elle a besoin de toutes ses forces vives. C'est ce que les chercheurs de McKinsey s'évertuent à expliquer dans leur étude⁵ qui fait le point sur l'état de la

2 Constitution de la RD Congo, article 14.

3 Des statistiques ont montré, par exemple, que moins de 15% de femmes ont été alignées par les partis politiques aux précédentes élections législatives. Avec un pourcentage aussi faible, l'on ne peut pas espérer une percée notable des femmes dans les deux chambres du Parlement congolais !

4 Par rapport à la législature précédente, le nombre de femmes a plus que triplé au Sénat ; mais l'assemblée nationale a connu une progression encore faible par rapport à 2011 (50 femmes dans l'assemblée actuelle contre 43 dans la précédente). Cependant, selon les statistiques mondiales, la RD Congo est encore (très) mal classée en matière de parité.

5 McKinsey Global Institute, *The Power of Parity. Advancing Women's Equality in Africa*, November 2019.

parité en Afrique. Cette étude démontre combien fatal est le manque de considération, à travers le continent, d'une part importante de ses ressources humaines. Compte tenu du rôle crucial que la femme joue dans la stabilité socioéconomique et dans plusieurs autres domaines de la vie du pays, ne serait-il pas judicieux qu'un tel apport soit davantage valorisé ? En effet, il est possible d'améliorer l'image de la parité dans notre pays si les dispositions juridiques et pratiques en la matière sont renforcées pour que la société patriarcale dans laquelle nous vivons cède petit à petit la place à un monde où l'apport de la femme congolaise est apprécié à sa juste valeur.

Si l'Afrique a de l'avenir, comme le soutiennent les chercheurs de McKinsey⁶, il faudra certainement compter avec la femme. Ainsi, son implication dans tous les domaines de la nation est une valeur ajoutée qu'il convient de célébrer et de promouvoir. Dans ce sens, il est important que la société patriarcale africaine sorte de son atavisme pour accorder à la femme l'opportunité de participer pleinement à la reconstruction du continent. Aussi pourra-t-on affronter les défis du développement non pas sur une colonne qui manque mais avec tout le potentiel disponible, tirant pleinement profit de la diversité des talents et de la spécificité des genres.

Pour le dire avec les chercheurs de McKinsey, le continent abrite certaines des économies les plus dynamiques du monde et offre une frontière passionnante pour les entreprises à la recherche de croissance et de nouveaux marchés. Il est donc nécessaire de juguler les inégalités persistantes entre les sexes, qui limitent le potentiel de l'Afrique. Des poches de bonnes nouvelles existent, certes, mais elles ont tendance à être des réussites pour les femmes au sommet de la pyramide, sans l'être pour des millions de femmes dont la contribution indéniable à la vie de la nation est ignorée ou très peu valorisée. L'Afrique n'atteindra son plein potentiel de progrès social et économique que si elle intensifie maintenant ses efforts pour combler les écarts entre les sexes⁷.

Les réflexions publiées dans ce numéro de *Congo-Afrique* (Simantoto, Mbembo, Kä Mana, Yolola, Obotela, Lusala) sont une manière d'inviter les citoyens congolais et africains à un exercice d'introspection pour identifier les tares qui empêchent la parité de s'installer durablement dans les mœurs (politiques) de notre pays et de notre continent. Comment remédier à ces écarts criants en matière de parité ? Faudrait-il renforcer les dispositions légales ou leur mise en pratique ? Faudrait-il tabler sur l'éducation civique des partis politiques pour qu'ils s'affranchissent de leurs pesanteurs patriarcales et donnent ainsi plus de chance aux femmes ? Faudrait-il procéder par un système de quotas ? Ou bien simplement promouvoir la règle de « discrimination positive » à l'instar de certains pays du monde ? Voilà autant de pistes de réflexion qui peuvent contribuer sinon à annihiler du moins à réduire drastiquement les écarts entre les sexes ! ■

6 McKinsey Global Institute, *The Power of Parity. Advancing Women's Equality in Africa*, November 2019.

7 McKinsey Global Institute, *The Power of Parity. Advancing Women's Equality in Africa*, November 2019.